

Le Collectif pour le droit des enfants roms à l'éducation

AFEV (Association de la Fondation Etudiante pour la Ville) – ATD Quart Monde – CGT Educ'Action – CLIVE (Centre de Liaison et d'Information Voyage-Ecole) – DEI-France (Défense des Enfants International) – FCPE (Fédération des conseils de parents d'élèves) – FERC-CGT (Fédération de l'éducation, de la recherche et de la culture) – ICEM-Pédagogie Freinet (Institut Coopératif d'Ecole Moderne) – Imediat – Intermèdes – Ligue de l'enseignement – RESF (Réseau Education Sans Frontière) – Sud Education – SNUipp-FSU – Solidarité Laïque .

Et les membres du Collectif National Droits de l'Homme Romeurope :

ABCR (Association Biterroise Contre le Racisme) – ALPIL (Action pour l'insertion sociale par le logement) – AMPIL (Action Méditerranéenne Pour l'Insertion sociale par le Logement) – ASAV (Association pour l'accueil des voyageurs) – ASET (Aide à la scolarisation des enfants tsiganes) – ASEFRR (Association de Solidarité en Essonne avec les familles roumaines et rroms) – Association Solidarité Roms de Saint-Etienne – CAM (Comité d'Aide Médicale) – CCFD (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement) – CIMADE (Comité intermouvements auprès des évacués) – CLASSES (Collectif Lyonnais pour l'Accès à la Scolarisation et le Soutien des Enfants des Squat) – FNASAT-Gens du voyage – Hors la Rue – Imediat – LDH (Ligue des Droits de l'Homme) – Liens Tsiganes – MDM (Médecins du Monde) – MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) – Mouvement catholique des gens du voyage – PARADA – PROCOM – Rencontres tsiganes – RomActions – Romeurope Val-de-Marne – Secours catholique (Caritas France) – SICHEM (Service de Coopération Humanitaire pour les Etrangers et les Migrants) – Une famille un toit 44 – URAVIF (Union régionale des associations voyageurs d'Ile-de-France). Et les Comités de soutien de Montreuil, de Limeil / Bonneuil, de St Michel-sur-Orge, de Meudon, le Collectif nantais Romeurope, le Collectif de soutien aux roms de Roumanie, le Collectif Rroms des associations de l'agglomération lyonnaise, le collectif Romyvelines, le collectif de soutien aux familles roms de l'agglomération orléanaise, du Val d'Oise, le Collectif dijonnais de soutien aux Roms.

Paris, le 15 octobre

INVITATION CONFERENCE DE PRESSE

Le mercredi 20 octobre 2010 de 10h à 12h

au Sénat

15 rue de Vaugirard- 75006 Paris – métro : Odéon

Victimes de la politique d'expulsion : Les enfants roms.

A l'heure où les expulsions des lieux de vie se multiplient, en même temps que les distributions d'obligations de quitter le territoire et les propositions de retour humanitaire, **le Collectif pour le droit des enfants roms à l'éducation** organise, un événement au Sénat pour mettre en lumière **la violence que subissent les victimes des politiques chiffrées, les enfants roms.**

Leur quotidien est plus que jamais marqué par **la terreur, la peur du lendemain, l'angoisse** des expulsions. Dans le contexte actuel, parmi les enfants roms qui vont régulièrement à l'école, beaucoup n'y vont souvent plus, par crainte de ne plus retrouver leur famille à la sortie des classes. « Que se passera-t-il si mes parents ne sont plus là quand je rentre ? » s'interrogent ils.

Alors que les familles et les associations se battent chaque jour contre les refus et les retards au niveau des inscriptions, les expulsions récurrentes viennent mettre à mal tous les efforts entrepris. Les

fréquents changements de lieux de vie imposent en effet des périodes de déscolarisation importantes. Sur le plan de l'apprentissage, les enseignants constatent que ces évènements répétés occasionnent des **traumatismes graves** entraînant des répercussions importantes sur la scolarité de ces enfants.

Un de leurs droits fondamentaux, le droit à l'éducation, dont l'accès doit être égal et obligatoire pour tous, et qui devrait leur offrir une chance d'insertion sociale et économique à l'âge adulte, **est donc bafoué**.

La situation est d'autant plus dramatique que hors de l'école, **les enfants se retrouvent exposés en permanence à différents dangers** liés à l'absence de sécurité sur les squats et bidonvilles, comme aux activités de rue et peuvent ainsi mettre leur vie en péril.

Le Collectif pour le droit des enfants roms à l'éducation souhaite le 20 octobre réaffirmer fermement qu'aucun enfant ne doit rester hors de l'école « en raison de son origine, de son lieu d'habitation, de son handicap ou de la situation administrative de ses parents »*.

Pour témoigner des **violences faites aux enfants roms** seront présentes les victimes de cette situation: enfants et parents luttant au quotidien pour accéder à l'école.

* Convention internationale des droits de l'Enfant, 1989

Merci de bien vouloir confirmer votre présence.

Contact :

Marilisa FANTACCI – Coordinatrice Collectif National Droit de l'Homme Romeurope
Tél. 06-35-52-85-46
email: marilisa.fantacci@romeurope.org
www.romeurope.org



L'UNICEF soutient la campagne du Collectif pour le droit des enfants roms à l'éducation.